

CONSEIL DE DISCIPLINE
ORDRE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX ET DES THÉRAPEUTES
CONJUGAUX ET FAMILIAUX DU QUÉBEC

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

N° : 37-22-134

DATE :

LE CONSEIL :	M ^e HÉLÈNE DESGRANGES	Présidente
	M ^{me} BRIGITTE CÔTÉ, t.s.	Membre
	M ^{me} CARMELA DE LISI, t.s.	Membre

CRISTIAN GAGNON, travailleur social, en sa qualité de syndic de l'Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec
Plaignant

c.

JESSICA-VICTORIA DUBUC, autrefois travailleuse sociale
Intimée

DÉCISION SUR L'ADMISSIBILITÉ DE L'EXPERTISE DE M. DENIS RANCOURT

CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 142 DU *CODE DES PROFESSIONS*, LE CONSEIL DE DISCIPLINE A PRONONCÉ UNE ORDONNANCE INTERDISANT LA DIVULGATION, LA PUBLICATION ET LA DIFFUSION DE L'IDENTITÉ DU DEMANDEUR D'ENQUÊTE N° 2 AINSI QUE DE TOUTE INFORMATION PERMETTANT DE L'IDENTIFIER, ET CE, AFIN D'ASSURER LA PROTECTION DE SA VIE PRIVÉE.

INTRODUCTION

[1] Une plainte en lien avec des publications alléguées sur le réseau social *Facebook* est déposée à l'encontre de l'intimée, M^{me} Jessica-Victoria Dubuc. Lors de l'audition sur culpabilité, celle-ci annonce son intention de faire entendre des témoins experts, dont M. Denis Rancourt.

[2] Le plaignant, M. Cristian Gagnon, travailleur social et syndic de l'Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec (l'Ordre), s'oppose à l'admissibilité de la preuve d'expertise de M. Rancourt au motif que les critères de pertinence et de nécessité ne sont pas satisfaits. Il invoque également le non-respect du principe de proportionnalité et que le Conseil n'est pas le forum approprié.

[3] Après avoir déterminé que M. Rancourt possède la qualification suffisante et l'avoir déclaré témoin expert, dans la présente cause, et ce, dans les domaines de l'épidémiologie ainsi que de la toxicologie des vaccins contre la COVID-19, le Conseil doit déterminer si la preuve que présenterait M. Rancourt satisfait aux autres critères d'admissibilité de la preuve d'expert.

PLAINTÉ

[4] La plainte modifiée portée contre l'intimée est ainsi libellée :

1. Dans la MRC d'Argenteuil, au cours du mois de juillet 2022, l'intimée a commis un acte dérogatoire à la discipline, à l'honneur et à la dignité de sa profession en publiant ou en maintenant publiées sur sa page Facebook alors intitulée « Jessica-Victoria Dubuc » des publications qui manquent de modération et/ou qui contiennent des propos sur des sujets qui ne relèvent pas de la compétence des travailleurs sociaux, à savoir :
 - a) Un commentaire dans lequel elle écrit, en lien avec un article sur la pédophilie : « Si la vie était si simple... Y'en aurait une gang à risque de se faire tirer.. De ce nombre, Gates et sa clique de mondialistes »;
 - b) Une publication où elle écrit : « Cessez de vous faire va\$\$\$iner pour l'amour de DIEU et renseignez-vous sur la prochaine pandémie organisée ! »;commettant ainsi une infraction aux dispositions de l'article 59.2 du *Code des professions*, RLRQ c C-26;¹

[Transcription textuelle]

¹ Plainte datée du 29 novembre 2022 et modifiée le 19 juillet 2023.

QUESTIONS EN LITIGE

[5] Le Conseil doit répondre aux questions en litige suivantes en lien avec le chef 1 b) de la plainte modifiée :

1. La preuve d'expertise de M. Rancourt est-elle pertinente?
2. La preuve d'expertise de M. Rancourt est-elle nécessaire?
3. Y a-t-il absence de règle d'exclusion applicable à la preuve d'expertise de M. Rancourt?
4. Si la réponse aux trois questions précédentes est positive, la preuve d'expertise de M. Rancourt est-elle assez avantageuse pour l'audition afin de justifier son admission malgré le préjudice potentiel pour l'audition pouvant découler de son admission?

[6] Pour les motifs énoncés ci-après, le Conseil conclut que la preuve d'expertise de M. Rancourt n'est pas admissible.

CONTEXTE

[7] L'audience sur culpabilité dans le présent dossier débute le 19 juillet 2023.

[8] En début d'audience, le Conseil rejette séance tenante, avec motifs à suivre, une demande de l'intimée visant à connaître le statut vaccinal des membres du Conseil.

[9] Par ailleurs, le Conseil accueille une demande de modification de la plainte, autorisant le remplacement des mots « À Laval » par « Dans la MRC d'Argenteuil ».

[10] Le plaignant témoigne en chef relativement à son enquête.

[11] Il explique avoir isolé les publications *Facebook* auxquelles il fait référence pendant son entrevue avec l'intimée du 5 octobre 2022 et les avoir alors partagées à l'écran pour permettre à cette dernière de donner sa version des faits. Ces publications sont produites en preuve comme pièce P-19 que voici :


Jessica-Victoria Dubuc
 Hier, à 09:46 · 🌐

Oh ! Regardez comment je suis une « conspirationniste avisée » ! La propagande MARBURG est déclenchée 😊👉

09:44
 📶 LTE 🔋
Vidéotron 📶 🌐 📶
📶 92 % 🔋 9:38


 Jessica-Victoria Dubuc
 



Jessica-Victoria Dubuc
 13 janv. · 🌐

Confrères et consœurs éveillés parmi ma communauté FB, comme vous le savez sans doute, la PLANDeMie KVID commence à tirer à sa fin...! Ne nous réjouissons pas trop vite, cela n'est que la suite de leur plan satanique.

L'OMS et son ti-nami Billybob GATES sont déjà entrain d'organiser une 2e PLANDEMIE sous le couvert du virus MARBURG (c'est documenté sur le site de l'OMS); virus extrêmement mortel pouvant irradier jusqu'à 88% de la population mondiale 🤔🤔! Un autre asti de va\$\$in degueu est en processus actuellement...!

Cessez de vous faire va\$\$iner pour l'amour de DIEU et renseignez-vous sur la prochaine pandémie organisée !

Je fais circuler une vidéo à ce sujet !

Je vous aime et je ne suis pas encore prête à vous retrouver dans l'au-delà... just sayin'!

Nous sommes en GUERRE et l'élite est prête à gagner coûte que coûte 🙏❤️!




 33

19 commentaires · 1 partage


TVI NOUVELLES


LE FORFAIT TOUT INCLUS
 inclut aussi l'utilisation aux États-Unis.


 > ACTUALITES > INTERNATIONAL

> PREMIERS CAS DU VIRULENT VIRUS DE M...






[12] Le Conseil entend également une demande verbale de l'avocate de l'intimée afin d'obtenir une divulgation complémentaire de la preuve.

[13] Lors de l'audience du 20 juillet 2023, le Conseil octroie à l'intimée un délai pour produire, par écrit, une demande en divulgation de la preuve et fixe l'audition de cette demande au 15 septembre suivant.

[14] Le 25 août 2023, l'intimée transmet une demande écrite en divulgation de la preuve.

[15] Le 14 septembre 2023, le Conseil rend les motifs écrits de sa décision rejetant la demande de l'intimée afin que les membres du Conseil dévoilent leur statut vaccinal².

² *Travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux (Ordre professionnel des) c. Dubuc*, 2023 QCCDTSTCF 28. La décision rectifiée est datée du 18 septembre 2023.

[16] Le lendemain, à la demande de l'intimée, le Conseil remet l'audition de la demande en divulgation complémentaire au 6 octobre suivant.

[17] Le 28 septembre 2023, l'intimée fait parvenir au greffe une demande modifiée en divulgation complémentaire de la preuve.

[18] Le 6 octobre suivant, le Conseil procède à l'audition de la demande modifiée de l'intimée en divulgation complémentaire de la preuve. Le plaignant témoigne, tant dans le cadre de la preuve de l'intimée que de la sienne.

[19] Le 20 février 2024, le Conseil rend une décision rejetant la demande modifiée de l'intimée en divulgation complémentaire de la preuve ainsi que sa demande en retrait des pièces produites en preuve par le plaignant³.

[20] Le 23 février 2024, le Conseil fixe la poursuite de l'audience aux 30 et 31 mai suivant. Des jours additionnels d'audition sont ensuite fixés au 16 et 18 juillet 2024.

[21] Le 30 mai 2024, l'intimée procède au contre-interrogatoire du plaignant. Le plaignant déclare sa preuve close.

[22] L'intimée débute la présentation de sa preuve par le témoignage de M. Marc Legault.

[23] Le 31 mai 2024, l'intimée procède à un contre-interrogatoire additionnel du plaignant, à la suite de la réception des documents transmis par l'avocat de ce dernier.

[24] M. Denis Rancourt témoigne ensuite dans le cadre de l'examen de l'admissibilité de la preuve d'expertise.

³ *Travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux (Ordre professionnel des) c. Dubuc*, 2024 QCCDTSTCF 6.

[25] Après l'avoir reconnu comme témoin expert, dans la présente cause, dans les domaines de l'épidémiologie ainsi que de la toxicologie des vaccins contre la COVID-19, le Conseil prend en délibéré l'admissibilité de la preuve d'expertise. L'audition fixée aux 16 et 18 juillet est alors annulée.

[26] Par la suite, le délibéré est suspendu pendant les périodes où la présidente du Conseil est temporairement empêchée d'agir⁴.

i. Témoignage de M. Denis Rancourt

[27] Lors de son témoignage du 31 mai 2024, M. Rancourt dépose en preuve son *curriculum vitae*⁵ et relate son parcours académique et professionnel.

[28] Son baccalauréat en sciences physiques de l'Université d'Ottawa lui est délivré avec très haute distinction. Il effectue une maîtrise en sciences physiques à l'Université de Toronto.

[29] De 1981 à 1984, il complète un doctorat en sciences physiques à l'Université de Toronto, à la fois théorique et expérimental. Simultanément, il conduit des recherches en chimie de synthèse ne faisant pas partie de sa thèse de doctorat.

[30] De 1984 à 1985, il effectue un stage postdoctoral en chimie au Centre de recherche Paul Pascal à Talence en France.

[31] De 1985 à 1986, il fait un stage postdoctoral en physique à l'Université Leiden aux Pays-Bas.

[32] Ses expériences postérieures de recherche et d'enseignement incluent plusieurs

⁴ Impossibilité temporaire d'agir du 1^{er} juin au 23 septembre 2024 (à l'exception de 3 jours), les 25, 27 au 30 septembre 2024, les 2, 4 au 7, du 11 au 14, du 18 au 21 et du 26 au 28 octobre 2024.

⁵ Pièce I-1.1.

volets, dans le cadre d'un stage postdoctoral et d'enseignant à l'Université d'Ottawa.

[33] En 1987, M. Rancourt est promu professeur-assistant à l'Université d'Ottawa au département de physique. Simultanément, il est un chercheur financé par le gouvernement du Canada.

[34] De 1992 à 1997, il est professeur associé aux départements de physique et des sciences de la Terre à l'Université d'Ottawa.

[35] En 1997, il devient professeur titulaire au sein du département de physique de l'Université d'Ottawa. Il est aussi rattaché au département des sciences de la Terre pour les fins de la recherche, car plusieurs de ses recherches sont interdisciplinaires.

[36] En 2009, il cesse d'être à l'emploi de l'Université d'Ottawa et devient chercheur indépendant et conférencier.

[37] À partir de 2014, il devient chercheur à l'organisme Ontario Civil Liberties Association (Corp., Ontario).

[38] Il témoigne être un scientifique interdisciplinaire, qu'il est titulaire d'un doctorat en physique et que cette discipline peut être appliquée à plusieurs domaines. Il écrit des articles dans toutes sortes de domaines, dont « en santé et en médical ».

[39] En 2020, il commence des recherches intensives au sujet des aspects scientifiques reliés à la COVID-19.

[40] En 2022, il co-fonde une organisation à but non lucratif (Correlation Research in the Public Interest) et y poursuit depuis ses recherches notamment sur la médecine et la COVID-19.

[41] Au cours de sa carrière, il reçoit différents prix et bourses. Il a directement

supervisé ou co-supervisé plusieurs chercheurs et étudiants. Il a également été chef d'un grand laboratoire à l'Université d'Ottawa.

[42] À 37 reprises, il remporte des concours pour obtenir du financement afin d'effectuer de la recherche scientifique.

[43] Ses domaines de recherche, présentés, lors de son témoignage, du plus récent au plus daté, sont : la santé, la médecine, « en fait » l'épidémiologie, les sciences environnementales, la biogéochimie, les sciences climatiques, les interactions de la radiation entre le Soleil et la Terre à travers l'atmosphère, les théories et le développement des techniques de mesure en sciences, ce qui inclut des articles scientifiques afin de développer des méthodes notamment en diffraction, en spectroscopie et en microscopie, la physique de la matière condensée, la pédagogie, les sciences sociales et les sciences politiques, ce qui se reflète également dans son enseignement universitaire.

[44] Lors de son témoignage, il mentionne avoir fait des découvertes scientifiques, dont les plus récentes concernent la toxicité des vaccins contre la COVID-19 et la dépendance de cette toxicité selon l'âge de la personne vaccinée. Il affirme avoir écrit plusieurs rapports scientifiques au sujet d'une quantification du risque de mortalité associé à la vaccination à l'échelle des populations.

[45] Plus de 100 articles, dont il est l'auteur ou le co-auteur, sont publiés dans des revues scientifiques et cités dans la littérature scientifique. À cet égard, il affirme être considéré dans le « top pourcentage » des scientifiques cités et avoir une reconnaissance internationale dans plusieurs domaines.

[46] Il dit avoir donné des présentations à des conférences scientifiques à 43 occasions de même que des entrevues dans les médias.

[47] Il présente au Conseil des publications qu'il a rédigées dans le domaine de la santé, la médecine, l'épidémiologie et la COVID-19.

[48] Il mentionne que sa formation scientifique, notamment en chimie, en physique et en sciences environnementales, lui confère une expertise particulière, dans les cinq domaines clés suivants, pour effectuer de la recherche multidisciplinaire :

1. Les nanoparticules environnementales;
2. La science moléculaire, la dynamique moléculaire ainsi que la réaction des molécules et des atomes sur les surfaces;
3. L'analyse statistique des résultats incluant la propagation d'erreurs;
4. La modalisation théorique ou mathématique;
5. Les mesures en sciences.

[49] Il précise qu'il peut appliquer ces méthodes à d'autres disciplines, dont la médecine.

[50] Il dit que depuis l'annonce d'une pandémie par l'OMS (l'Organisation mondiale de la Santé), le 13 mars 2020, il a pris la décision de se concentrer comme scientifique dans ce domaine. Même avant cette annonce, il s'intéressait déjà à ce domaine.

[51] Il explique avoir écrit une lettre à l'OMS soutenant que les mesures publiques qu'elle souhaitait avancer, telles que le port du masque, sont contraires à ce qui est connu scientifiquement, et exprimant son incompréhension à savoir comment elle en est arrivée

à conclure en faveur du port du masque.

[52] Le premier article scientifique qu'il a ensuite rédigé concernait le port du masque.

[53] En juin 2020, il est l'auteur d'un article sur la mortalité, toutes causes confondues. Il déclare avoir immédiatement reconnu que la mortalité est la mesure scientifique la plus robuste et certaine lorsqu'il est question d'une pandémie.

[54] Depuis 2020, dans ses recherches, il met l'accent sur des questions scientifiques pertinentes au phénomène de la COVID-19, que ce soit en lien avec l'épidémiologie ou la toxicologie des médicaments et des vaccins. Ses recherches incluent une revue des rapports d'autopsie dans la littérature scientifique et des discussions avec des pathologistes.

[55] En tant que chercheur interdisciplinaire, il mentionne s'être lancé dans l'approfondissement de tout ce qui est nécessaire pour comprendre la nature de ce problème relié à la COVID-19 et son impact sur la société.

[56] Il travaille, à temps plein, sur ces questions. Étant à la retraite, il peut utiliser son temps à sa convenance.

[57] Il ne croit pas être en situation de conflits d'intérêts.

[58] Il explique l'expertise qu'il a à offrir après avoir lu la plainte.

[59] Questionné quant à savoir s'il a pris connaissance des faits reprochés à l'intimée, M. Rancourt indique avoir lu uniquement la plainte.

[60] Après avoir déterminé que M. Rancourt possède les qualifications suffisantes, le Conseil le déclare expert, dans la présente cause, dans les domaines de l'épidémiologie

ainsi que de la toxicologie des vaccins contre la COVID-19. Il poursuit le voir-dire sur les autres critères d'admissibilité de la preuve d'expertise.

[61] M. Rancourt explique sa compréhension des faits reprochés à l'intimée et de son rôle comme expert. Il mentionne comment, à son avis, ses études scientifiques et son expertise se rattachent au chef 1 b) de la plainte et ce qu'il peut apporter comme témoignage.

[62] Il croit qu'un manque de modération doit être examiné à la lumière du contexte, explique sa conception du contexte des propos et affirme être devant le Conseil pour « amener » ce contexte.

[63] Il élabore sur la mention contenue à la plainte au sujet des propos sur des sujets ne relevant pas de la compétence des travailleurs sociaux.

[64] Il déclare avoir une conception « de public général » de ce qu'est un travailleur social et des anecdotes personnelles d'interactions avec un travailleur social, sans posséder une connaissance académique de la profession. Il ne prétend pas délimiter le travail du professionnel et déclare ne pas avoir de formation formelle en travail social.

[65] Il est l'auteur du rapport intitulé « Whether there was a pandemic causing excess mortality and whether COVID-19 vaccination is safe and effective »⁶. Il confirme qu'à la page 4 de ce rapport, il a écrit que son expertise la plus pertinente pour son rapport est l'épidémiologie.

[66] Il est prêt à admettre que le domaine académique des sciences sociales qu'il ne connaît pas est « certainement probablement » distinct de l'épidémiologie.

⁶ La version la plus récente de ce rapport est datée du 21 décembre 2023.

[67] Il ne se souvient pas avoir vu les publications visées à la plainte.

[68] Il mentionne que la physique est la science la plus interdisciplinaire (ex. physique médical). Il affirme qu'un chercheur possède l'expertise de sa recherche et avoir changé de domaines plusieurs fois.

[69] Il dit qu'il y a de grandes méthodologies en science qu'il maîtrise au niveau de chercheur (ayant fait des avances scientifiques dans ces domaines), dont l'analyse statistique et la modalisation mathématique. Son expertise n'est pas limitée aux domaines dans lesquels il a publié, mais couvre aussi la méthodologie scientifique qu'il a enseignée.

ii. Argumentation de l'intimée sur l'admissibilité de l'expertise

[70] L'intimée soumet des autorités⁷.

[71] Elle plaide, par l'entremise de son avocate, que le plaignant lui reproche d'avoir dit à sa communauté *Facebook* de cesser de se faire vacciner en insinuant dans sa publication que cela pouvait entraîner la mort et d'avoir ainsi manqué de modération dans ses propos.

[72] Elle soutient que la question en litige consiste à déterminer si l'opinion qu'elle a exprimée est modérée dans un contexte social. Elle demande en quoi cette opinion, si elle est scientifiquement fondée, pourrait fonder une déclaration de culpabilité, pour avoir manqué de modération, alors qu'elle avise la population qu'il y a des dangers à se faire vacciner et de se renseigner.

⁷ David E. Roberge, « La preuve d'expertise en droit disciplinaire : type d'infraction et contexte », (2019) 78 *R. du B.* 509; *Bolduc c. Lacroix*, 2022 QCCDMD 1; *Malo c. Ordre des Infirmières et infirmiers du Québec*, 2003 QCTP 132.

[73] Elle considère qu'il est important de remettre ses propos en contexte, considérant l'extrême propagande et les pressions exercées pour faire croire en l'efficacité des vaccins et au caractère extrêmement virulent du virus causant la mort de dizaines de milliers de personnes.

[74] Elle mentionne qu'elle a affirmé quelque chose de scientifiquement fondé dans un contexte où tout le monde pouvait se prononcer. Elle ajoute devoir pouvoir connaître la limite entre la liberté d'expression et ce qui est dérogatoire à l'exercice de la profession.

[75] Elle plaide qu'elle se réfère à la science liée aux vaccins et que M. Rancourt peut venir expliquer si ses propos sont conformes ou non, à savoir s'ils sont fondés scientifiquement. Elle ajoute que si le vaccin cause la mort, ce qui est reprochable est de ne pas en informer la population.

[76] Elle mentionne, comme le suggère M. Rancourt, qu'il faut distinguer la forme du fond de ses propos et que l'expert pourra démontrer qu'ils sont valables sur le fond. Elle précise que le témoignage de M. Rancourt permettra d'apporter l'éclairage nécessaire pour permettre au Conseil de déterminer si les propos sont ou non modérés dans le contexte.

[77] Elle invoque que le fait de connaître les risques ou dangers associés à la vaccination contre la COVID-19 dépasse la connaissance du Conseil.

[78] Elle plaide que, de façon générale, il faut admettre la preuve d'expert à moins qu'il soit évident que les critères d'admissibilité ne sont pas satisfaits ou que l'expertise n'a aucune valeur probante.

[79] Elle argue qu'il ne serait pas équitable de l'empêcher de présenter une preuve

d'expertise afin de démontrer le caractère modéré de ses propos puisque ceux-ci sont fondés sur le plan scientifique, protègent le public et ne vont pas à l'encontre de l'éthique, la moralité, la probité, l'intégrité, l'honneur et la dignité de la profession de travailleur social. Elle considère ne pas avoir commis de faute disciplinaire.

[80] Elle mentionne avoir lancé un cri du cœur, sachant que les vaccins sont dangereux. Elle ajoute que le Conseil va croire que de tels propos sont immodérés si elle ne peut faire la preuve que les vaccins sont dangereux et peuvent même causer la mort. Elle affirme que les vaccins contre la COVID-19 causent la mort et qu'il est fondamental que la population en soit informée.

[81] Elle plaide que les deux travailleuses sociales, membres du Conseil, ne sont pas en mesure de déterminer si les propos ne sont pas modérés, puisqu'elle ne les a pas tenus en tant que travailleuse sociale, mais comme citoyenne sur sa page *Facebook*.

[82] Même s'il en arrivait à la conclusion qu'il s'agit de propos qui ne sont pas modérés, elle soutient que le Conseil doit déterminer si sa conduite présente une certaine gravité et constitue une faute disciplinaire.

[83] Ainsi, si ses propos sont fondés scientifiquement et qu'elle protège le public, l'intimée demande comment sa conduite peut attaquer l'essence même de la profession de travailleur social. Elle qualifie les propos d'appel percutant à la prudence dans le contexte où les personnes vaccinées risquent la mort ou d'autres effets secondaires graves.

[84] Elle mentionne que M. Rancourt a indiqué qu'il pouvait témoigner sur le fait que les mesures instaurées, incluant le vaccin, ont entraîné la surmortalité.

[85] En se référant aux propos de M. Rancourt, suivant lesquels la profession de travailleur social s'intéresse à la vie et aux humains, elle indique que le fait d'informer la population qu'elle peut être en danger fait partie de l'essence même de la profession. Elle soutient que le Conseil ne peut tirer ses propres conclusions sur une question de vaccination puisque cela ne relève pas de sa compétence.

[86] Citant un article au soutien de ses propos⁸, l'intimée plaide que les infractions à l'article 59.2 du *Code des professions*⁹ (C. prof.) requièrent une analyse au cas par cas et qu'il peut être nécessaire de présenter une preuve d'expertise. Elle mentionne que les propos en cause portent sur les vaccins, ce qui réfère à la science, contrairement à des propos racistes ou sexistes.

[87] Elle convient qu'une expertise ne sera pas nécessaire dans des cas manifestement dérogatoires, mais demande si ses propos sont manifestement dérogatoires si l'on ignore que les vaccins sont toxiques.

[88] Elle dit comprendre que le plaignant a plaidé l'inadmissibilité de l'ensemble des expertises, mais précise qu'il n'est question, à ce stade-ci, que du témoignage de M. Rancourt. Elle ajoute que le Conseil ne peut décider à l'avance de ne pas autoriser le témoignage de M. Rancourt, car il ne veut pas entendre les autres témoins experts.

[89] Elle commente que dans la jurisprudence, ce n'est jamais le bon forum pour entendre ces questions.

[90] Elle mentionne avoir le droit d'offrir une preuve, dans l'exercice de son droit à une défense pleine et entière, et que si elle ne peut le faire, le système lui-même sera mis

⁸ D. E. Roberge, *supra*, note 7.

⁹ RLRQ, c. C-26.

en péril.

[91] Elle qualifie la jurisprudence dont il a été question en matière familiale de problématique et sans lien avec l'objet du litige dont est saisi le Conseil.

[92] Elle invite le Conseil à faire preuve de prudence au stade de la réception de la preuve d'expertise. Elle cite le paragraphe 49 de *White Burgess Langille Inman c. Abbott and Haliburton Co.* (l'arrêt *White Burgess*)¹⁰ et élabore à ce sujet.

[93] Elle mentionne que le contexte justifie ses propos et que c'est ce contexte que le Conseil doit entendre afin d'assurer son droit à une défense pleine et entière.

[94] À ce sujet, elle mentionne que l'avocat du plaignant change le témoignage de son client qui a dit qu'il ne s'attaquait pas à ses opinions politiques et n'était pas intéressé à la portion de la phrase « renseignez-vous sur la prochaine pandémie organisée ». Il a également dit qu'il ne lui reprochait pas de citer « Dieu ».

[95] Elle réfère le Conseil à une décision en indiquant que le refus d'une preuve pertinente constitue une violation des règles de justice naturelle¹¹. Elle ajoute que l'empêcher de présenter sa défense constituerait un déni de justice. Elle plaide que les gens ont le droit de mettre en preuve qu'ils ont raison de se questionner et de mettre en garde la population.

[96] Elle dit avoir démontré que le plaignant est prêt à témoigner de façon objective et impartiale.

[97] Elle plaide que si elle n'a pas le droit de faire sa preuve, elle en subira davantage

¹⁰ 2015 CSC 23.

¹¹ *Université du Québec à Trois-Rivières c. Larocque*, [1993] 1 R.C.S. 471.

un préjudice que le plaignant et que la balance des inconvénients est en sa faveur.

iii. Argumentation du plaignant sur l'admissibilité de l'expertise

[98] Le plaignant dépose un plan d'argumentation contenant des liens pour des autorités¹².

[99] Il plaide, par l'entremise de son avocat, que le Conseil n'a pas à déterminer si les opinions de l'intimée sont scientifiquement appuyées par la science, mais si elles manquent de modération et/ou ne relèvent pas de la compétence des travailleurs sociaux.

[100] Il soutient que l'expertise de M. Rancourt n'est ni pertinente ni nécessaire pour éclairer le Conseil pour les fins de la décision qu'il aura à rendre. Il soumet que son expertise n'aidra pas le Conseil, d'une quelconque façon, à trancher ces questions.

[101] Il argue qu'il ressort du témoignage de M. Rancourt que celui-ci ne possède aucune formation ni connaissance en matière de travail social et n'a pas vu les captures d'écran qui sont au cœur de la plainte. Il conclut que son expertise n'est pas pertinente.

[102] Il mentionne, à la lumière de son témoignage, que M. Rancourt est là pour légitimer les propos de l'intimée et qu'il les interprète.

¹² *R. c. Mohan*, [1994] 2 R.C.S. 9; *White Burgess Langille Inman c. Abbott and Haliburton Co.*, *supra*, note 10; *Psychologues (Ordre professionnel des) c. Fernandez de Sierra*, 2019 QCTP 10; *Psychologues (Ordre professionnel des) c. Leiserson*, 2020 QCCDPSY 16; *Domaine de la rivière inc. c. Aluminium du Canada Ltée*, 1985 CanLII 2989 (QC CA); *Physiothérapie (Ordre professionnel de la) c. Charest-Dombrovski*, 2007 QCTP 138; *R. c. D.D.*, 2000 CSC 43; *Masterpiece Inc. c. Alavida Lifestyles Inc.*, 2011 CSC 27; *Médecins (Ordre professionnel des) c. Bissonnette*, 2019 QCTP 51; Guy Courmoyer, « La faute déontologique : sa formulation, ses fondements et sa preuve » dans S.F.C.B.Q., vol. 416, *Développements récents en déontologie, droit professionnel et disciplinaire* (2016), Cowansville, Éditions Yvon Blais; *Malo c. Ordre des infirmières et infirmiers du Québec*, *supra*, note 7; *Travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux (Ordre professionnel des) c. Barbant*, 2022 QCCDTSTCF 33; *Mailloux c. Médecins (Ordre professionnel des)*, 2014 QCTP 113; *Infirmières et infirmiers auxiliaires (Ordre professionnel des) c. Cormier*, 2023 QCCDIA 5; *2758792 Canada inc. c. Bell Distribution inc.*, 2014 QCCS 123.

[103] Quant au critère de la nécessité, il argue que les faits ne sont pas de nature technique. Il souligne qu'il appartient au Conseil de déterminer si les actes de l'intimée présentent une gravité certaine et constituent une atteinte à l'essence de la profession. Il ajoute qu'il revient au Conseil de déterminer si les faits reprochés à la plainte constituent une contravention à l'article 59.2 *C. prof.*

[104] Il invoque qu'une preuve d'expert n'est pas nécessaire puisque ce n'est pas la véracité des propos de l'intimée qui sont en question.

[105] Il invite le Conseil à prendre en compte le principe de proportionnalité prévu à l'article 18 du *Code de procédure civile (C.p.c.)*. Il argue que l'article 143 *C. prof.* confère compétence au Conseil de s'inspirer notamment du *C.p.c.* Il plaide qu'il n'est pas proportionnel d'avoir un expert qui vienne témoigner alors que l'on ne reproche même pas à l'intimée la véracité de ses propos.

[106] Il soumet qu'il ne s'agit pas d'un dossier d'une complexité requérant le témoignage de deux ou trois experts, mais bien d'un dossier, somme toute simple, dans lequel le Conseil doit déterminer s'il y a eu un manquement à l'article 59.2 *C. prof.*

[107] Tout en précisant être sensible aux situations soulevées par l'intimée en lien avec le contexte concernant notamment des gens non vaccinés ayant perdu leur emploi, il plaide qu'il existe des endroits pour faire de tels débats, mais que le Conseil n'est pas le forum approprié, car il n'est pas saisi de cette question. Il précise que le Conseil n'est pas saisi de questions telles que la dangerosité ou non du vaccin.

[108] Il demande au Conseil de déclarer l'expertise de M. Rancourt irrecevable.

[109] Il réfère le Conseil à d'autres décisions, notamment en matière familiale¹³.

[110] Il mentionne que le fondement des propos fait partie d'une panoplie d'éléments pouvant être considérés par le Conseil.

[111] Il soutient que M. Rancourt n'est pas en mesure d'éclairer le Conseil quant à la modération des propos, dont la phrase « renseignez-vous sur la prochaine pandémie organisée ».

[112] Il invoque que son argumentation voulant que le Conseil n'est pas le forum approprié et relativement au principe de la proportionnalité est en lien avec le deuxième volet du test de *White Burgess* puisque les risques et bénéfices du témoignage de M. Rancourt sont soupesés à la lumière de ces principes.

ANALYSE

- Principes de droit

[113] Lorsque le droit d'un individu d'exercer sa profession ou de conserver son emploi est en jeu, « une justice de haute qualité est exigée »¹⁴.

[114] Le *C. prof.* prévoit notamment que « [l]e conseil doit permettre à l'intimé de présenter une défense pleine et entière »¹⁵.

[115] Le Conseil doit notamment faire preuve de prudence en se prononçant sur l'admissibilité d'une preuve ou en la rejetant. Le rejet d'une preuve pertinente peut avoir

¹³ *Comptables professionnels agréés (Ordre des) c. Pilon*, 2020 QCCDCPA 40; *Droit de la famille* - 22261, 2022 QCCA 244; *Droit de la famille* - 22167, 2022 QCCA 160; *Droit de la famille* – 221359, 2022 QCCA 1078.

¹⁴ *Kane c. Conseil d'administration de l'Université de la Colombie-Britannique*, [1980] 1 R.C.S. 1105, p. 1113 (J. Dickson); *Green c. Société du Barreau du Manitoba*, [2017] 1 R.C.S. 360, paragr. 94 (J. Abella).

¹⁵ Voir le premier alinéa de l'article 144 *C. prof.*

un impact tel sur l'équité du processus qu'il entraîne une violation de la justice naturelle¹⁶.

[116] La compétence des conseils de discipline « est strictement limitée aux questions de discipline professionnelle »¹⁷. Afin de déterminer l'existence d'une faute déontologique, il y a lieu de s'en remettre aux :

« [...] fondements mêmes de la déontologie professionnelle, c'est-à-dire aux valeurs inspirées par l'éthique, la moralité, la probité, l'honneur et la dignité nécessaires pour assurer la protection du public ». [...] Une erreur, une maladresse, voire même de la négligence, mais qui ne contreviennent pas à ces valeurs, n'équivaldront pas pour autant à un manquement d'ordre déontologique.¹⁸

[Références et renvois omis]

[117] Comme le Tribunal des professions le rappelle dans l'affaire *Malo*¹⁹, la faute disciplinaire doit être suffisamment grave :

[28] La doctrine et la jurisprudence en la matière énoncent que le manquement professionnel, pour constituer une faute déontologique, doit revêtir une certaine gravité. Il arrive à tous les professionnels de commettre des erreurs et la vie de ces derniers serait invivable si la moindre erreur, le moindre écart de conduite était susceptible de constituer un manquement déontologique. [...].²⁰

[Référence et renvoi omis]

[118] Le Tribunal des professions dans l'affaire *Backler*²¹ cite l'extrait suivant de l'auteur Jean-Olivier Lessard au sujet de l'article 59.2 *C. prof.* :

[12] L'auteur Lessard fait une revue de la jurisprudence et tente de délimiter l'obligation du professionnel à ne pas poser d'acte dérogatoire à l'exercice de sa

¹⁶ *Université du Québec à Trois-Rivières c. Larocque*, *supra*, note 11, p. 491 (J. Lamer).

¹⁷ *Petit c. Gagnon*, 2023 QCCA 680, paragr. 24, requête pour autorisation de pourvoi à la Cour suprême rejetée (C.S. Can., 2024-03-14) 40852.

¹⁸ D. E. Roberge, *supra*, note 7, p. 519; *Gruszczynski c. Avocats (Ordre professionnel des)*, 2016 QCTP 143; *Médecins (Ordre professionnel des) c. Bissonnette*, *supra*, note 12, paragr. 43 et 44, pourvoi rejeté, 2020 QCCS 3090.

¹⁹ *Malo c. Ordre des infirmières et infirmiers du Québec*, *supra*, note 7.

²⁰ *Id.*, paragr. 28. Voir aussi : *Belhumeur c. Ergothérapeutes (Ordre professionnel des)*, 2011 QCTP 19, paragr. 72, requête en révision judiciaire rejetée : 2012 QCCS 1359.

²¹ *Backler c. Médecins (Ordre professionnel des)*, 2016 QCTP 153, pourvoi en contrôle judiciaire rejeté : 2018 QCCS 265; Jean-Olivier Lessard, « Honneur, dignité et discipline », *Développements récents en déontologiem droit professionnel et discipline*, vol. 323, 2010, p. 161.

profession. Il s'exprime ainsi :

En ce qui concerne les raisons invoquées pour reconnaître un acte comme étant dérogatoire à l'honneur, la dignité ou la discipline de la profession, elles se ressemblent davantage et vont toutes plus ou moins dans le même sens. Ainsi on justifie la reconnaissance d'un acte contraire à l'article 59.2 par le fait qu'il nuit à l'image ou la réputation de l'*ensemble* de la profession, qu'il est d'une gravité certaine ou qu'il attaque l'essence même de la profession.²²

[Référence et renvoi omis]

[119] Quant au recours à la preuve d'expert, le Tribunal des professions s'exprime ainsi dans l'affaire *Dupéré-Vanier c. Camirand-Duff*²³ :

[20] L'expert dûment assigné devant le tribunal demeure la personne ou le témoin le plus compétent, le plus apte à renseigner ce dernier sur l'existence de la norme, de la règle scientifique généralement reconnue qui serait applicable aux faits spécifiques sous étude. Il l'aidera à apprécier dans quelle mesure le professionnel poursuivi y a dérogé ou pas, compte tenu de la preuve offerte.²⁴

[120] Le professionnel doit pouvoir connaître, par l'entremise de la preuve :

[24] [...] quel aurait dû être le bon comportement et quelle est la pratique reconnue et recommandée à ce sujet. Cette preuve est essentielle pour le Comité qui doit décider si l'écart entre le comportement reproché et le comportement adéquat est si grand qu'il constitue une faute déontologique.

[25] Certes, certains cas sont si évidents que la preuve est constituée par le geste lui-même. [...].²⁵

[121] La partie qui souhaite faire une preuve d'expert a le fardeau de démontrer qu'elle satisfait, dans un premier temps, les quatre critères d'admissibilité suivants, tels que formulés par la Cour suprême du Canada dans l'arrêt *R. c. Mohan*²⁶ (*Mohan*):

- a) la pertinence;
- b) la nécessité d'aider le juge des faits;
- c) l'absence de toute règle d'exclusion;

²² *Backler c. Médecins (Ordre professionnel des)*, *supra*, note 21, paragr. 12.

²³ 2001 QCTP 8.

²⁴ *Id.*, paragr. 20.

²⁵ *Malo c. Ordre des infirmières et infirmiers du Québec*, *supra*, note 7, paragr. 24-25; *Médecins (Ordre professionnel des) c. Bissonnette*, *supra*, note 12, paragr. 53.

²⁶ *Supra*, note 12.

d) la qualification suffisante de l'expert.²⁷

[122] Lorsque l'opinion de l'expert est « fondée sur une science nouvelle ou contestée ou sur une science utilisée à des fins nouvelles, la fiabilité des principes scientifiques étayant la preuve doit être démontrée »²⁸. Ces principes doivent alors respecter un degré minimal de fiabilité²⁹.

[123] Le second volet implique l'exercice du pouvoir discrétionnaire du tribunal jouant le rôle de gardien « en soupesant les risques et les bénéfices éventuels que présente l'admission du témoignage, afin de décider si les premiers sont justifiés par les seconds »³⁰. Il y a alors lieu de décider si le témoignage « est assez avantageux pour le procès pour justifier son admission malgré le préjudice potentiel, pour le procès, qui peut découler de son admission »³¹.

[124] Le tribunal conserve « le pouvoir discrétionnaire d'exclure un témoignage qui satisfait aux critères minimaux d'admissibilité si les risques de son admission l'emportent sur ses avantages »³². Le témoignage d'opinion d'un expert devrait être exclu si son effet préjudiciable l'emporte sur sa valeur probante³³.

[125] Dans l'arrêt *R. c. Bingley*³⁴, la juge en chef McLachlin, au nom de la majorité de la Cour suprême, nous enseigne que :

[17] L'analyse relative à l'admissibilité de l'opinion d'un expert ne saurait être [TRADUCTION] « effectuée dans l'abstrait » (*Abbey*, par. 62). Avant d'appliquer le

²⁷ *Id.*, p. 20; *White Burgess Langille Inman c. Abbott and Haliburton Co.*, *supra*, note 10, paragr. 23; *R. c. Bingley*, 2017 CSC 12, paragr. 14 (J. McLachlin); *Bolduc c. Lacroix*, *supra*, note 7, paragr. 64.

²⁸ *White Burgess Langille Inman c. Abbott and Haliburton*, *supra*, note 10, paragr. 23.

²⁹ *R. c. Bingley*, *supra*, note 27, paragr. 15.

³⁰ *White Burgess Langille Inman c. Abbott and Haliburton*, *supra*, note 10, paragr. 24.

³¹ *Ibid.*, *R. c. Abbey*, 2009 ONCA 624, paragr. 76; *R. c. Bingley*, *supra*, note 27, paragr. 14.

³² *R. c. Bingley*, *supra*, note 27, paragr. 16.

³³ *Ibid.*

³⁴ *Ibid.*

cadre d'analyse en deux étapes, le juge du procès doit déterminer la nature et la portée de l'opinion d'expert proposée, laquelle doit être soigneusement circonscrite afin de réduire le risque de viciation du procès (voir *Abbey*, par. 62; *R. c. Sekhon*, 2014 CSC 15, [2014] 1 R.C.S. 272, par. 46).³⁵

[126] En ce qui concerne le critère de pertinence, la preuve d'expertise sera admissible :

[...] à première vue si elle est à ce point liée au fait concerné qu'elle tend à l'établir, l'analyse ne se termine pas là. Cela établit seulement la pertinence logique de la preuve. D'autres considérations influent également sur la décision relative à l'admissibilité. Cet examen supplémentaire peut être décrit comme une analyse du coût et des bénéfices, à savoir «si la valeur en vaut le coût.» Voir *McCormick on Evidence* (3^e éd. 1984), à la p. 544. Le coût dans ce contexte n'est pas utilisé dans le sens économique traditionnel du terme, mais plutôt par rapport à son impact sur le procès. La preuve qui est par ailleurs logiquement pertinente peut être exclue sur ce fondement si sa valeur probante est surpassée par son effet préjudiciable, si elle exige un temps excessivement long qui est sans commune mesure avec sa valeur ou si elle peut induire en erreur en ce sens que son effet sur le juge des faits, en particulier le jury, est disproportionné par rapport à sa fiabilité. Bien qu'elle ait été fréquemment considérée comme un aspect de la pertinence juridique, l'exclusion d'une preuve logiquement pertinente, pour ces raisons, devrait être considérée comme une règle générale d'exclusion (voir *Morris c. La Reine*, [1983] 2 R.C.S. 190). Qu'elle soit traitée comme un aspect de la pertinence ou une règle d'exclusion, son effet est le même. Ce facteur fiabilité-effet revêt une importance particulière dans l'appréciation de l'admissibilité de la preuve d'expert.³⁶

[127] Quant au critère de la nécessité, dans l'arrêt *R. c. Abbey*³⁷, l'honorable juge Dickson, au nom de la Cour suprême, nous enseigne ce qui suit au sujet du rôle de l'expert :

Quant aux questions qui exigent des connaissances particulières, un expert dans le domaine peut tirer des conclusions et exprimer son avis. Le rôle d'un expert est précisément de fournir au juge et au jury une conclusion toute faite que ces derniers, en raison de la technicité des faits, sont incapables de formuler. [TRADUCTION] « L'opinion d'un expert est recevable pour donner à la cour des renseignements scientifiques qui, selon toute vraisemblance, dépassent l'expérience et la connaissance d'un juge ou d'un jury. Si, à partir des faits établis par la preuve, un juge ou un jury peut à lui seul tirer ses propres conclusions, alors l'opinion de l'expert n'est pas nécessaire » (*Turner* (1974), 60 Crim. App. R. 80, à la p. 83, le lord juge Lawton).³⁸

³⁵ *Id.*, paragr. 17.

³⁶ *R. c. Mohan*, *supra*, note 12, p. 20 et 21.

³⁷ *R. c. Abbey*, [1982] 2 RCS 24.

³⁸ *Id.*, 42; *R. c. Mohan*, *supra*, note 12, p. 23; *Masterpiece Inc. c. Alavida Lifestyles Inc.*, *supra*, note 12, paragr. 75.

[128] La nécessité ne doit pas être jugée selon un critère trop strict³⁹. Il n'est pas suffisant que la preuve d'expertise soit utile, ce qui constituerait un seuil trop bas⁴⁰, ni qu'elle puisse raisonnablement aider le juge des faits⁴¹. Elle doit plutôt être nécessaire pour permettre au Conseil « d'apprécier les questions en litige étant donné leur nature technique »⁴².

[129] Dans l'arrêt *R. c. D.D.*⁴³, le juge Major, au nom de la majorité de la Cour suprême, reprend les propos des auteurs J. Sopinka, S. N. Lederman et A. W. Bryant suivant lesquels :

47 [TRADUCTION] la preuve d'expert doit être nécessaire pour permettre au juge des faits: 1) soit d'évaluer les faits, compte tenu de leur technicité, 2) soit de se former une opinion juste sur une affaire s'il est peu probable que des personnes ordinaires puissent le faire sans l'aide de personnes ayant des connaissances particulières.⁴⁴

[130] Il y a lieu d'évaluer la preuve, sous les critères de pertinence et de nécessité, « à la lumière de la possibilité qu'elle fausse le processus de recherche des faits »⁴⁵.

[131] Il faut également examiner si la preuve d'expertise entre en contradiction avec une règle d'exclusion, autre que celle applicable à l'opinion⁴⁶.

[132] De plus, dans l'affaire *White Burgess*, le juge Cromwell, au nom de la Cour suprême, précise que « l'indépendance et l'impartialité de l'expert proposé jouent au regard de l'admissibilité de son témoignage plutôt que simplement de la valeur probante

³⁹ *R. c. Mohan, supra*, note 12, p. 23.

⁴⁰ *Ibid.*, *R. c. D.D.*, *supra*, note 12, paragr. 46-47.

⁴¹ *R. c. D.D.*, *supra*, note 12, paragr. 47.

⁴² *R. c. Mohan, supra*, note 12, p. 25.

⁴³ *Supra*, note 12.

⁴⁴ *Id.*, paragr. 47; *R. c. Mohan, supra*, note 12, p. 23, reprenant *Kelliher (Village of) c. Smith*, [1931] R.C.S. 672, p. 684, citant *Beven on Negligence*, 4^e éd., 1928, p. 141.

⁴⁵ *R. c. Mohan, supra*, note 12, p. 24; *R. c. D.D.*, *supra*, note 12, paragr. 48.

⁴⁶ *R. c. Mohan, supra*, note 12, p. 25.

de celui-ci »⁴⁷, et ce, dans le cadre du volet de la qualification suffisante de l'expert⁴⁸.

Une fois que l'expert, dans une attestation ou dans son témoignage, reconnaît que son obligation principale est d'aider le tribunal et de pouvoir et vouloir s'en acquitter, il appartient à la partie contestant l'admissibilité de son témoignage de :

[48] [...] démontrer un motif réaliste de le juger inadmissible au motif que l'expert ne peut ou ne veut s'acquitter de son obligation. Si elle réussit, la charge de démontrer, selon la prépondérance des probabilités, qu'il a été satisfait à ce critère d'admissibilité incombe toujours à la partie qui entend présenter le témoignage. Si elle n'y parvient pas, le témoignage, ou les parties de celui-ci qui sont viciées par un manque d'indépendance ou d'impartialité, devrait être exclu. Cette démarche est conforme à la règle générale du cadre établi dans l'arrêt *Mohan*, et généralement en droit de la preuve, selon laquelle il revient à la partie qui produit la preuve d'en établir l'admissibilité.⁴⁹

[133] La Cour suprême prend soin de préciser, au paragraphe 49 de l'arrêt *White Burgess*, que « ce critère n'est pas particulièrement exigeant, et il sera probablement très rare que le témoignage de l'expert proposé soit jugé inadmissible au motif qu'il ne satisfait pas au critère »⁵⁰. Il s'agit de déterminer « compte tenu tant de la situation particulière de l'expert que de la teneur du témoignage proposé, si l'expert peut ou veut s'acquitter de sa principale obligation envers le tribunal »⁵¹. Le témoignage ne doit être exclu, à la première étape de l'analyse pour cause de non-conformité aux critères d'admissibilité, uniquement « dans les cas manifestes où l'expert proposé ne peut ou ne veut fournir une preuve juste, objective et impartiale »⁵². Dans les autres cas, l'admissibilité du témoignage « sera déterminée à l'issue d'une pondération globale du coût et des

⁴⁷ *White Burgess Langille Inman c. Abbott and Haliburton*, *supra*, note 10, paragr. 34.

⁴⁸ *Id.*, paragr. 53.

⁴⁹ *Id.*, paragr. 48.

⁵⁰ *Id.*, paragr. 49.

⁵¹ *Ibid.*

⁵² *Ibid.*, *Bolduc c. Lacroix*, *supra*, note 7, paragr. 68.

bénéfices de son admission »⁵³.

[134] Ces critères s'appliquent en droit disciplinaire⁵⁴.

[135] Lors de l'examen d'une demande préliminaire en rejet d'expertise, le Conseil doit faire preuve de prudence afin de ne pas exclure prématurément cette preuve⁵⁵. L'inadmissibilité doit, en effet, être évidente⁵⁶.

[136] L'expert ne doit pas « empiéter sur les conclusions légales » soumises à la détermination du Conseil⁵⁷ auquel incombe la tâche de trancher les questions en litige⁵⁸, incluant celles concernant l'existence ou non d'une faute déontologique⁵⁹. Le Conseil n'est pas lié par le témoignage ou l'opinion de l'expert⁶⁰. Le rôle de l'expert n'est pas d'épouser la théorie de la cause de la partie qui le cite à comparaître, mais d'éclairer objectivement le Conseil⁶¹.

[137] Les connaissances et l'expérience des deux pairs du professionnel siégeant au Conseil ne peuvent venir compenser une lacune dans la preuve ou suppléer à l'absence de preuve⁶². Elles viennent plutôt faciliter la compréhension et l'analyse de la preuve et

⁵³ *White Burgess Langille Inman c. Abbott and Haliburton*, *supra*, note 10, paragr. 49.

⁵⁴ *Cardinal c. Bonnaud*, 2018 QCCA 1357, paragr. 30 et 31; *Audioprothésistes (Ordre professionnel des) c. St-Pierre*, 2017 CanLII 3901 (QC OAPQ), paragr. 44.

⁵⁵ *Comptables professionnels agréés (Ordre des) c. Duval*, 2019 CanLII 31586, paragr. 41.

⁵⁶ *Levasseur c. Pelmorex Communications*, AZ-00026546 (QCCS), p. 3.

⁵⁷ *Aubry c. Landry*, 2009 QCCS 3312, paragr. 68, appel accueilli en partie pour modifier le quantum des dommages : 2011 QCCA 535, requête pour autorisation de pourvoi à la Cour suprême rejetée (C.S. Can., 2011-10-13) 34261.

⁵⁸ *Malo c. Ordre des infirmières et infirmiers du Québec*, *supra*, note 7, paragr. 23.

⁵⁹ *Stante c. Simard*, 2013 QCCA 2074, paragr. 89, requête pour autorisation de pourvoi à la Cour suprême rejetée (C.S. Can., 2014-04-17) 35710; *Malo c. Ordre des infirmières et infirmiers du Québec*, *supra*, note 7, paragr. 23; *Psychologues (Ordre professionnel des) c. Thibodeau*, 2021 QCTP 64, paragr. 92.

⁶⁰ *Service d'excavation Jacques Lirette inc. c. Economical, compagnie d'assurances*, 2014 QCCA 2139, paragr. 9; *Psychologues (Ordre professionnel des) c. Thibodeau*, *supra*, note 59, paragr. 92.

⁶¹ *Psychologues (Ordre professionnel des) c. Thibodeau*, *supra*, note 59, paragr. 93.

⁶² *Dupéré-Vanier c. Camirand-Duff*, *supra*, note 23, paragr. 19; *Malo c. Ordre des infirmières et infirmiers du Québec*, *supra*, note 7, paragr. 18 et 22.

non la constituer⁶³.

[138] L'étude de la jurisprudence et de la doctrine révèle que le type d'infraction est un facteur important pour déterminer si une preuve d'expertise est exigée⁶⁴.

[139] L'auteur David E. Roberge nous indique que :

Ainsi, dans les cas où l'infraction a une portée générale ou réfère à une norme de pratique sans mentionner le comportement prohibé, une preuve d'expertise est généralement exigée. Notamment, il est admis qu'une preuve par expert est habituellement requise pour établir la culpabilité d'un professionnel lorsque l'infraction fait référence soit à un principe ou une norme scientifique, aux pratiques généralement admises dans l'exercice de la profession, au devoir de compétence, aux limites des connaissances et aptitudes requises pour l'exercice de la profession, aux règles de l'art ou encore aux données de la science actuelle. Dans ces situations, la norme du comportement acceptable ne peut s'inférer à la lecture de la disposition rattachée et il faut donc en établir la preuve.⁶⁵

[Références ou renvois omis]

[140] L'auteur Guy Cournoyer mentionne, quant à lui, que la preuve d'expertise :

[192] [...] n'est pas nécessaire lorsque le manquement à la dignité de la profession est prévu dans une loi ou un règlement, lorsque le comportement est manifestement dérogatoire, lorsque les faits établissent la violation d'une norme déontologique établie par une loi ou un règlement déontologique, lorsque les éléments essentiels du chef d'infraction ne soulèvent « aucune question de nature scientifique, technique ou d'une complexité telle qu'elle nécessiterait l'éclairage d'une personne plus avertie » ou pour évaluer si les propos tenus publiquement ou dans un rapport par un professionnel sont indignes.

[193] Lorsque l'on reproche au professionnel un manquement à ses obligations déontologiques de probité, d'impartialité et d'intégrité plutôt qu'une violation des principes généralement reconnus, la preuve d'expert n'est pas requise. [...] ⁶⁶

[Références et renvois omis]

⁶³ *Malo c. Ordre des infirmières et infirmiers du Québec*, *supra*, note 7, paragr. 26; *Médecins (Ordre professionnel des) c. Soucy*, 2017 CanLII 46697 (QC CDCM), paragr. 72 et 73.

⁶⁴ *Dentistes (Ordre professionnel des) c. Brosseau*, 2014 CanLII 49443 (QC ODQ), paragr. 39; D. E. Roberge, *supra*, note 7, p. 521.

⁶⁵ D. E. Roberge, *supra*, note 7, p. 521.

⁶⁶ G. Coumoyer, *supra*, note 12, paragr. 192 et 93. Propos repris dans : *Médecins (Ordre professionnel des) c. Chanchiang Chen*, 2019 CanLII 84838 (QC CDCM), paragr. 151, appel culpabilité rejeté, *Chanchiang Chen c. Médecins (Ordre professionnel des)*, 2024 QCTP 14, pourvoi n° 500-17-129680-248; *Médecins (Ordre professionnel des) c. Fanous*, 2019 QCTP 69, paragr. 15.

[141] Plusieurs décisions du tribunal des professions abondent dans le même sens : la présentation d'une preuve d'expert n'est pas nécessaire quand les éléments essentiels d'un chef d'infraction ne soulèvent pas une « question de nature scientifique, technique ou d'une complexité telle qu'elle nécessiterait l'éclairage d'une personne plus avertie »⁶⁷.

[142] Le recours à une expertise n'est pas limité aux cas où il est reproché le non-respect d'une norme, d'une règle scientifique ou d'une règle de l'art⁶⁸. Cette preuve « peut être pertinente pour soutenir un autre élément que la norme scientifique »⁶⁹.

[143] En présence d'un reproche à l'encontre de l'article 59.2 *C. prof.*, l'opportunité de recourir à une preuve d'expertise « se détermine au cas par cas »⁷⁰. Il y a lieu d'examiner le libellé de la plainte afin de déterminer la nécessité d'une telle preuve⁷¹.

[144] À titre d'exemple, une preuve d'expertise sera nécessaire, afin que le plaignant satisfasse son fardeau de prouver une contravention à cette disposition, si celui-ci invoque un non-respect des normes scientifiques ou médicales reconnues. Toutefois, dans certains cas, la norme est codifiée ou s'impose d'elle-même et ne nécessite pas une preuve d'expertise⁷².

[145] Ainsi, dans l'affaire *Médecins (Ordre professionnel des) c. Bissonnette*⁷³, le

⁶⁷ *Jondeau c. Acupuncteurs (Ordre professionnel des)*, 2006 QCTP 87, paragr. 43; *Médecins (Ordre professionnel des) c. Fanous*, *supra*, note 66, paragr. 15; *Bochi c. Podiatres (Ordre professionnel des)*, 2022 QCTP 24, paragr. 35.

⁶⁸ *Climan c. Médecins (Ordre professionnel des)*, 2024 QCTP 5, paragr. 67; *Médecins (Ordre professionnel des) c. Léonard*, 2024 QCCDMD 17, paragr. 59.

⁶⁹ *Climan c. Médecins (Ordre professionnel des)*, *supra*, note 68, paragr. 70; *Médecins (Ordre professionnel des) c. Léonard*, *supra*, note 68, paragr. 85.

⁷⁰ D. E. Roberge, *supra*, note 7, p. 546.

⁷¹ *Ibid.*, *Médecins (Ordre professionnel des) c. Léonard*, *supra*, note 68, paragr. 58; *Jodoin c. Psychologues (Ordre professionnel des)*, 2017 QCTP 37, paragr. 45.

⁷² *Médecins (Ordre professionnel des) c. Soucy*, *supra*, note 63, paragr. 112.

⁷³ *Supra*, note 12.

Tribunal des professions nous enseigne que :

[52] La preuve d'expert pour établir l'existence d'une norme n'est pas obligatoire. Elle sera souvent nécessaire lorsque, par exemple, le comportement reproché à un professionnel s'adresse à des manquements aux normes scientifiques applicables au moment de l'acte qui lui est reproché, à des gestes posés à l'encontre de ce qui est généralement admis dans la profession, à des manquements à son devoir de compétence ou encore aux limites des connaissances et aptitudes requises pour l'exercice de sa profession. Dans ce genre de situation, la norme du comportement déontologique acceptable ne s'infère pas explicitement du texte de la disposition de référence, il faut donc en établir la preuve.⁷⁴

[Références et renvois omis]

[146] La norme doit être celle, compte tenu des faits particuliers de chaque espèce, « du professionnel raisonnable placé dans les mêmes circonstances »⁷⁵. Il faut prouver la règle scientifique en vigueur à l'époque des infractions reprochées⁷⁶.

[147] Le lourd fardeau de démontrer la culpabilité du professionnel sur la base d'un manquement aux normes scientifiques repose sur le plaignant⁷⁷. Ce n'est pas « le moindre écart de la pratique idéale d'un professionnel qui constituera une dérogation déontologique »⁷⁸.

[148] Dans certains cas, le geste lui-même constitue la preuve⁷⁹. À titre d'exemple, dans l'affaire *Mongrain c. Infirmières*⁸⁰, le fait pour une infirmière d'interroger la mère d'une patiente sur son couple, alors qu'elle consulte pour un mal d'oreille de son enfant, a été considéré comme étant « en contradiction flagrante avec le bon sens et la bonne conduite

⁷⁴ *Id.*, paragr. 52.

⁷⁵ *Roberge c. Bolduc*, [1991] 1 R.C.S. 374 (J. L'Heureux-Dubé), p. 436.

⁷⁶ *Dupéré-Vanier c. Camirand-Duff*, *supra*, note 23, paragr. 24.

⁷⁷ *Gonshor c. Morin, ès qualités (dentiste)*, 2001 QCTP 32, paragr. 48.

⁷⁸ *Id.*, paragr. 49.

⁷⁹ *Malo c. Ordre des infirmières et infirmiers du Québec*, *supra*, note 7, paragr. 25.

⁸⁰ 1999 QCTP 36.

professionnelle »⁸¹. Aucune preuve d'expert n'était alors exigée⁸².

[149] Dans l'affaire *Mailloux c. Médecins (Ordre professionnel des)*⁸³, le conseil de discipline du Collège des médecins du Québec (le Collège) déclare M. Mailloux coupable d'avoir commis les infractions suivantes notamment à l'article 59.2 *C. prof.* :

- Chef 1 - avoir véhiculé intempestivement le message que le quotient intellectuel moyen des noirs et des Amérindiens est inférieur;
- Chef 2 - avoir affirmé faussement ou laissé erronément croire qu'il avait des études non publiées, remises par l'Université de Montréal, soutenant ses propos relativement aux gens de race noire et les Amérindiens;
- Chef 3 - avoir tenu des propos déplacés, offensants et méprisants au sujet des gens de race noire;
- Chef 4 – avoir dénigré une psychologue dans le cadre d'un rapport d'expertise psychiatrique;
- Chef 5 - avoir accepté de se prêter à un rôle en marge et dans le cadre d'une émission télévisuelle, « y intervenant en lien avec un personnage se plaignant d'un problème sexuel et prononçant les propos suivants : "mon maudit précoce, tu vas te retenir j'espère" »⁸⁴.

[150] Dans le cadre de son appel au Tribunal des professions, M. Mailloux soutient notamment relativement aux chefs 4 et 5, que le conseil de discipline « ne pouvait

⁸¹ *Malo c. Ordre des infirmières et infirmiers du Québec*, *supra*, note 7, paragr. 25.

⁸² D. E. Roberge, *supra*, note 7, p. 523.

⁸³ *Supra*, note 12, requête en révision judiciaire accueillie : 2015 QCCS 2619, appel accueilli : *Deschênes c. Mailloux*, 2017 QCCA 845, requête pour autorisation de pourvoi à la Cour suprême rejetée (C.S. Can., 2017-11-09) 37673.

⁸⁴ *Mailloux c. Médecins (Ordre professionnel des)*, *supra*, note 12.

conclure à la culpabilité sans avoir recours à une preuve d'expert »⁸⁵. Le Tribunal des professions souligne que la preuve par expert n'est pas toujours essentielle. Il ajoute qu'elle ne l'est pas pour statuer si les propos étaient indignes d'un professionnel « dans un contexte où les reproches tiennent à la teneur de propos tenus publiquement ou dans un rapport destiné à être déposé à la Cour »⁸⁶. L'appel de la décision sur culpabilité est rejeté.

[151] Dans l'affaire *Bütter c. Psychologues (Ordre professionnel des)*⁸⁷, le Tribunal des professions reprend des principes généraux applicables à la preuve d'expert :

[41] Dans l'arrêt *Marquard*, la Cour suprême énonce la fonction de l'expert :

La fonction d'un expert consiste à aider le juge des faits à tirer des conclusions à l'égard de questions qui débordent l'expérience ordinaire. [...]

[43] Les infractions déontologiques reprochant un manquement à une norme scientifique ou aux règles de l'art exigent, en général, une preuve de la norme et les connaissances du Conseil ne peuvent suppléer l'absence de preuve. Par ailleurs, l'article 4 du *Code de déontologie* ne réfère pas à une norme scientifique ou à un principe généralement reconnu dans la profession. Il réfère au maintien par un professionnel d'un comportement irréprochable. L'interprétation de ce « devoir déontologique » relève de la compétence spécialisée du Conseil en matière disciplinaire.⁸⁸

[Renvois et références omis]

[152] Il mentionne que la distinction entre d'un côté, une infraction reprochant d'avoir agi en contravention avec les règles de l'art ou une norme scientifique et, de l'autre, « celle d'une infraction qui relève d'une norme relevant du sens commun ressort de l'affaire *Malo* »⁸⁹.

[153] Il souligne que les concepts de conduite irréprochable, de procédé déloyal ou

⁸⁵ *Id.*, paragr. 46.

⁸⁶ *Id.*, paragr. 48.

⁸⁷ 2019 QCTP 13.

⁸⁸ *Id.*, paragr. 41 et 43; *R. c. Marquard*, [1993] 4 R.C.S. 223, p. 264 (J. L'Heureux-Dubé).

⁸⁹ *Bütter c. Psychologues (Ordre professionnel des)*, *supra*, note 87, paragr. 48.

d'acte dérogatoire à l'honneur ou à la dignité de la profession constituent des devoirs déontologiques pouvant être appréciés par le Conseil « à partir de la preuve du geste commis par le professionnel »⁹⁰.

[154] Enfin, il rappelle qu'une preuve d'expertise n'est pas nécessaire si « les éléments essentiels d'un chef d'infraction ne soulèvent pas "une question de nature scientifique, technique ou d'une complexité telle qu'elle nécessiterait l'éclairage d'une personne plus avertie" »⁹¹.

[155] En janvier 2022, dans l'affaire *Bolduc c. Lacroix*⁹², une plainte privée reproche notamment au D^r Lacroix d'avoir fait des déclarations factuellement inexactes, non vérifiables et/ou non conformes aux données actuelles de la science médicale au sujet notamment :

- « de la pertinence des mesures de protection, de confinement et/ou de distanciation physique imposées par la Santé publique » (chef 2);
- « de l'efficacité des mesures de confinement imposées par la Santé publique » (chef 4);
- « de la validité des statistiques officielles du Québec, de la pertinence des mesures de confinement régional imposées par la Santé publique et/ou de la nécessité, pour une partie de la population du Québec, de s'exposer au virus SRAS CoV-2 » (chef 9).⁹³

⁹⁰ *Id.*, paragr. 46; *Lajoie c. Chiropraticiens (Ordre professionnel des)*, 2024 QCTP 12, paragr. 69, pourvoi en contrôle judiciaire: 2024-04-02 (C.S.), n° 200-17-035990-241.

⁹¹ *Bütter c. Psychologues (Ordre professionnel des)*, *supra*, note 87, paragr. 49.

⁹² *Supra*, note 7.

⁹³ *Id.*, paragr. 4.

[156] Le D^r Lacroix soutient notamment que l'éclairage de M. Raphaël Langevin, économiste de la santé, n'est pas nécessaire pour statuer sur le bien-fondé de la plainte.

[157] Le conseil de discipline estime « qu'il est prématuré de conclure ainsi avant d'entendre toute la preuve incluant le témoignage de l'intimé »⁹⁴. Il considère que « c'est lors du témoignage de M. Langevin que le Conseil sera dans une meilleure position pour évaluer l'objectivité et l'impartialité de son rapport [...] »⁹⁵. Il conclut que « [l]a pondération globale du coût et des bénéfices milite en faveur de l'admissibilité de son témoignage et de sa qualification à titre d'expert économiste de la santé »⁹⁶. Le conseil de discipline du Collège rejette la contestation de la qualification de M. Langevin comme témoin expert de même que de l'admissibilité de son témoignage.

[158] En octobre 2022, dans l'affaire *Psychologues (Ordre professionnel des) c. Gaston*⁹⁷, le conseil de discipline déclare l'ex-psychologue coupable, sous chacun des 12 chefs de la plainte modifiée. Plus particulièrement sous le chef 3, il lui était reproché d'avoir manqué d'objectivité, d'intégrité et de modération et d'avoir eu une conduite reprochable dans le cadre de la supervision de doctorants internes en psychologie, en leur déclarant ses croyances et ses convictions personnelles, notamment en :

[...]

c) les référant vers des sources d'information qui font la promotion de contenus à saveur conspirationniste ou complotiste et en affirmant qu'il s'agit de sources d'information fiables, contrairement à l'article 7 du *Code de déontologie des psychologues* (RLRQ, c. C-26, r. 212);

d) comparant la COVID-19 à une simple grippe, contrairement à l'article 7 du *Code de déontologie des psychologues* (RLRQ, c. C-26, r. 212).⁹⁸

⁹⁴ *Id.*, paragr. 78.

⁹⁵ *Id.*, paragr. 85.

⁹⁶ *Id.*, paragr. 86.

⁹⁷ 2022 QCCDPSY 14.

⁹⁸ *Id.*, paragr. 22.

[159] Le conseil de discipline prend en considération la preuve d'expertise pour les chefs de la plainte modifiée invoquant l'article 5 du *Code de déontologie des psychologues* puisque cette disposition réfère aux principes scientifiques et professionnels généralement reconnus ainsi qu'aux règles de l'art en psychologie. Comme les dispositions invoquées aux chefs 3 a) à d) de la plainte modifiée ne font pas référence à ces principes et règles, il indique ne pas tenir compte des rapports d'expertise aux fins de ces chefs.

[160] En décembre 2022, dans l'affaire *Barbant*⁹⁹, dans le contexte d'une plainte pour avoir contrevenu notamment à l'article 59.1 C. *prof.*, le conseil de discipline de l'Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec mentionne que :

[74] La question en litige vise essentiellement à déterminer si l'intimée a posé un acte dérogatoire à l'honneur et à la dignité de la profession de travailleuse sociale. Il ne s'agit pas d'un cas où l'experte viendrait éclairer le Conseil pour expliquer en quoi certains gestes posés par le professionnel, en raison de leur caractère technique, sont non conformes aux règles de l'art et que, de ce fait, il devient évident que ce dernier a abusé de sa relation professionnelle. L'experte cherche ici à amener le Conseil à considérer que la conduite de l'intimée, analysée dans son ensemble, est abusive.

[75] Dans le présent cas, la qualification de l'acte dérogatoire à l'honneur et à la dignité de la profession ne nécessite pas d'expertise et fait appel au sens commun. Le Conseil juge qu'il n'est pas saisi d'une question de nature scientifique, technique ou d'une complexité telle qu'elle nécessiterait l'éclairage d'une personne plus avertie. Il lui appartient de déterminer, après avoir apprécié l'ensemble de la preuve et des témoignages, si l'intimée a ou non abusé de sa relation professionnelle avec la cliente A.¹⁰⁰

⁹⁹ *Travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux (Ordre professionnel des) c. Barbant*, *supra*, note 12.

¹⁰⁰ *Id.*, paragr. 74-75.

[161] En 2023, dans l'affaire *Cormier*¹⁰¹, le conseil de discipline de l'Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec est saisi d'une plainte reprochant à l'infirmier auxiliaire d'avoir, pour le chef 1, partagé ou permis que soient publiés et, pour les autres chefs, publié ou permis que soient publiés :

Chef 1 – « des propos irrespectueux et/ou diffamatoires sur sa page Facebook, à l'endroit des représentants de la santé publique, relativement au contexte d'urgence sanitaire de la COVID-19 »;

Chef 2 – « sur sa page Facebook, des images et/ou des propos indignes de la profession d'infirmier auxiliaire, relativement au contexte d'urgence sanitaire de la COVID-19, allant notamment jusqu'à le comparer au nazisme »;

Chef 3 – « sur les médias sociaux, des propos et/ou des opinions qui dénoncent le port du masque en période de pandémie de la COVID-19;

Chef 4 – « sur les médias sociaux, des propos et/ou des opinions qui dénoncent l'efficacité du vaccin pour combattre la COVID-19 et/ou la nécessité de la vaccination pour combattre la COVID-19 »¹⁰².

[162] Il accueille une demande en annulation de la citation à comparaître *duces tecum* d'un représentant de Pfizer Canada ULC qui est directeur médical du Canada et directeur médical en médecine interne de cette société.

[163] M. Cormier souhaitait interroger ce représentant au sujet de faits impliquant Pfizer entourant la COVID-19 ainsi que les mesures sanitaires imposées par la santé publique.

¹⁰¹ *Infirmières et infirmiers auxiliaires (Ordre professionnel des) c. Cormier, supra*, note 12. Voir aussi : *Infirmières et infirmiers auxiliaires (Ordre professionnel des) c. Cormier*, 2023 QCCDIA 4.

¹⁰² *Infirmières et infirmiers auxiliaires (Ordre professionnel des) c. Cormier, supra*, note 12, paragr. 4.

Il souhaitait tenter de démontrer l'inexistence de la pandémie et, ainsi, que le fait que les « publications sur sa page Facebook à l'origine des quatre chefs de la plainte s'harmonisent avec l'état de la science à l'époque des infractions reprochées et qu'il agit alors comme lancer (*sic*) d'alerte »¹⁰³.

[164] Le conseil de discipline mentionne :

[86] [...] l'importance de procéder à une analyse contextuelle pour décider de la pertinence de la preuve testimoniale du témoin visé, et ce, dans le respect de sa compétence qui est, selon la Cour d'appel, strictement limitée aux questions de discipline professionnelle.¹⁰⁴

[Référence et renvoi omis]

[165] Le témoin admet n'avoir aucune « connaissance personnelle de lui-même ni des faits relatés dans la plainte »¹⁰⁵.

[166] Pour les trois premiers chefs de la plainte, le conseil de discipline conclut que M. Cormier ne satisfait pas son fardeau de démontrer l'existence d'un lien quelconque entre Pfizer et/ou le témoin et un ou plusieurs des faits essentiels mentionnés dans la plainte et/ou les infractions qui lui sont reprochées¹⁰⁶. Il ajoute que :

[90] En d'autres mots, le Conseil ne voit pas en quoi les demandeurs pourraient apporter un éclairage utile et pertinent au sujet des représentants de la santé publique, de l'état d'urgence sanitaire que l'intimé compare au nazisme et des masques imposés comme mesure de protection assurant la santé du public.¹⁰⁷

[167] Pour les chefs 1 à 3, le conseil de discipline conclut qu'il « est dans l'intérêt de la justice et d'une saine administration des ressources judiciaires de se limiter à ce qui est

¹⁰³ *Id.*, paragr. 82.

¹⁰⁴ *Id.*, paragr. 86; *Petit c. Gagnon*, *supra*, note 17.

¹⁰⁵ *Infirmières et infirmiers auxiliaires (Ordre professionnel des) c. Cormier*, *supra*, note 12, paragr. 91.

¹⁰⁶ *Id.*, paragr. 89.

¹⁰⁷ *Id.*, paragr. 90.

pertinent et d'exclure la preuve que [M. Cormier] projette d'administrer » via la déposition du témoin¹⁰⁸.

[168] Quant au chef 4, le conseil de discipline estime que M. Cormier omet de cibler les éléments au sujet desquels il veut particulièrement interroger le témoin afin de convaincre le conseil de discipline de la pertinence de cette preuve dans le cadre de l'instance. Il conclut que M. Cormier n'a pas satisfait à son fardeau de démontrer de façon probante que le témoin :

[102] [...] sera en mesure d'attester d'éléments factuels relatifs au vaccin contre la COVID-19 existant durant la période de l'infraction alléguée sous le chef 4 (soit depuis le ou vers le mois de juin 2020) et qu'il s'agit de faits pertinents à l'appréciation de sa conduite lors de l'instruction de la plainte à l'étape de la culpabilité.¹⁰⁹

[169] Il ajoute qu'il n'a pas à répondre à la question de déterminer l'efficacité ou la non-efficacité d'un vaccin contre la COVID-19, comme celui de Pfizer, ou le caractère justifié ou non de la vaccination imposée par la santé publique. Il précise qu'il devait plutôt juger si le plaignant satisfait son fardeau de démontrer si la conduite de M. Cormier est, dans les circonstances, dérogatoire au sens des dispositions de rattachement invoquées sous le chef 4.

[170] Le conseil de discipline mentionne que le principe de la proportionnalité codifié à l'article 18 *C.p.c.* peut certainement être importé en matière disciplinaire.

[171] Il lui apparaît inutile et disproportionné de citer le témoin à comparaître devant lui. Il ajoute qu'en résumé, tout porte à croire que le témoignage du représentant de Pfizer

¹⁰⁸ *Id.*, paragr. 95.

¹⁰⁹ *Id.*, paragr. 102.

« dépassera significativement le débat sur la culpabilité de [M. Cormier], alors qu'il s'agit de la seule question en litige »¹¹⁰.

[172] Après avoir examiné notamment les documents demandés, le conseil de discipline annule la citation à comparaître.

[173] Contrairement au présent dossier, le représentant de Pfizer n'est pas cité dans cette affaire comme témoin expert.

[174] À l'issue de l'audition sur culpabilité, M. Cormier est déclaré coupable, sous les quatre chefs de la plainte modifiée, d'avoir contrevenu à toutes les dispositions de rattachement à l'exception de l'article 7 du *Code de déontologie des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec*¹¹¹. Aucune preuve d'expert n'est administrée de part et d'autre.

[175] Dans l'affaire *Lajoie*¹¹², le conseil de discipline de l'Ordre des chiropraticiens du Québec déclare M. Lajoie coupable, sous l'unique chef de la plainte, d'avoir publié ou permis que soient publiées sur sa page *Facebook* des informations non fondées sur des principes reconnus par la science chiropratique, contrairement aux articles 14 du *Code de déontologie des chiropraticiens* et 59.2 *C. prof.*

[176] M. Lajoie avait partagé des publications « contestant notamment la vaccination, le port du masque et la dangerosité du coronavirus dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 »¹¹³.

¹¹⁰ *Id.*, paragr. 117.

¹¹¹ *Infirmières et infirmiers auxiliaires (Ordre professionnel des) c. Cormier*, 2024 QCCDIA 7.

¹¹² *Chiropraticiens (Ordre professionnel des) c. Lajoie*, 2021 QCCDCHIR 18.

¹¹³ *Id.*, paragr. 75.

[177] Le conseil de discipline juge que l'acte d'avoir publié ces critiques à l'égard des règles sanitaires émises par le gouvernement est dérogoire à l'honneur et à la dignité de la profession¹¹⁴. Il détermine que « l'acte de les placer sur un espace public FB professionnel est suffisamment lié à la profession pour être dérogoire au sens de l'article 59.2 du *Code des professions* », et ce, « même si ces publications n'entrent pas en contradiction avec la science chiropratiques (*sic*) à proprement parler »¹¹⁵.

[178] Dans une décision rendue en appel en 2024, le Tribunal des professions mentionne au sujet de l'infraction à l'encontre de l'article 59.2 *C. prof.* que :

[67] [...] l'article 59.2 *C. prof.* ne réfère pas ici à une norme scientifique ou à un principe généralement reconnu par la profession. Comme dans plusieurs autres décisions, **la qualification de l'acte dérogoire à l'honneur et à la dignité de la profession ne nécessite pas d'expertise et fait appel au sens commun.**¹¹⁶

[Référence et renvoi omis]

[179] Quant au principe de la proportionnalité, l'auteur David E. Roberge indique qu'il :

[...] s'applique aux moyens de preuve choisis, incluant l'expertise. Le respect de ce principe exige que les moyens de preuve soient « proportionnés à la nature et à la complexité de l'affaire [ainsi qu'] à la finalité de la demande », et ce, par rapport « aux coûts et au temps exigé ».

Dans cette perspective, la grille d'analyse que nous proposons subséquemment s'avère pertinente pour respecter le principe de proportionnalité puisqu'elle permet d'encadrer le recours à la preuve d'expert en départageant les situations qui nécessitent véritablement une telle preuve de celles où elle n'est pas utile, dans la mesure où le conseil de discipline n'en a pas besoin pour décider des questions en litige.¹¹⁷

¹¹⁴ *Lajoie c. Chiropraticiens (Ordre professionnel des)*, *supra*, note 90, paragr. 64.

¹¹⁵ *Ibid.*

¹¹⁶ *Id.*, paragr. 67.

¹¹⁷ D. E. Roberge, *supra*, note 7, p. 515. Voir aussi : 2758792 *Canada inc. c. Bell Distribution inc*, *supra* note 12, paragr. 42-44; *Infirmières et infirmiers auxiliaires (Ordre professionnel des) c. Cormier*, *supra*, note 12, paragr. 114-121.

- **Détermination**

[180] Ayant déjà conclu que M. Rancourt possède les qualifications suffisantes dans les domaines de l'épidémiologie et de la toxicologie des vaccins contre la COVID-19, le Conseil examine, dans un premier, si l'expertise qu'il peut offrir est pertinente et nécessaire pour les fins de la plainte dont il est saisi.

[181] Le Conseil rappelle que suivant l'article 2857 du *Code civil du Québec (C.c.Q.)*¹¹⁸, « La preuve de tout fait pertinent au litige est recevable et peut être faite par tous moyens ». L'auteur M^e Claude Marseille définit comme suit la pertinence d'un fait :

Un fait est pertinent s'il est en litige, s'il tend à démontrer l'existence ou l'inexistence d'un fait en litige ou s'il permet d'évaluer la recevabilité ou la valeur probante d'un élément de preuve contesté.¹¹⁹

[182] L'argumentation des parties concernant l'admissibilité de la preuve d'expertise porte sur le chef 1 b) de la plainte modifiée.

[183] Le Conseil écarte d'emblée l'admissibilité de l'expertise de M. Rancourt, pour les fins du chef 1 a) de la plainte modifiée relativement à la publication, en lien avec un article sur la pédophilie : « Si la vie était si simple... Y'en aurait une gang à risque de se faire tirer. De ce nombre, Gates et sa clique de mondialistes ».

[184] Pour les fins de ce chef, le Conseil estime que l'expertise de M. Rancourt ne tend pas à démontrer l'existence ou l'inexistence d'un fait en litige et ne permet pas d'évaluer la recevabilité ou la valeur probante d'un élément de preuve contesté. En plus de ne pas être pertinente, elle n'est pas non plus nécessaire puisque les éléments essentiels de ce

¹¹⁸ RLRQ, c. CCQ-1991.

¹¹⁹ Claude Marseille, *Règles de la pertinence* dans Claude Marseille (dir.), *Les objections à la preuve en droit civil*, Montréal, LexisNexis Canada, 2015, paragr. 2-4.

chef ne soulèvent pas de question de nature scientifique, technique ou d'une complexité telle qu'elle nécessiterait l'éclairage d'une personne plus avertie.

[185] L'analyse qui suit se rapporte au chef 1 b) de la plainte modifiée.

1. La preuve d'expertise de M. Rancourt est-elle pertinente?

[186] Rappelons qu'au chef 1 b) de la plainte modifiée, le plaignant reproche à l'intimée d'avoir commis un acte dérogatoire à la discipline, à l'honneur et à la dignité de sa profession contrairement à l'article 59.2 *C. prof.*, en publiant ou en maintenant publiée sur sa page *Facebook* alors intitulée « Jessica-Victoria Dubuc », une publication où elle écrit : « Cessez de vous faire va\$\$iner pour l'amour de DIEU et renseignez-vous sur la prochaine pandémie organisée ! », qui manquerait de modération et/ou qui contiendrait des propos sur des sujets qui ne relèvent pas de la compétence des travailleurs sociaux.

[187] Dans les paragraphes précédant celui contenant ces propos, mais toujours dans la même publication, on retrouve des références notamment à la « PLANDeMie KVID » qui « commence à tirer à sa fin..! », que « l'OMS et son ti-nami Billybob GATES sont déjà entrain d'organiser une 2e PLANDEMIE sous le couvert du virus MARBURG » et qu'un autre « asti de va\$\$in degueu est en processus actuellement..! »¹²⁰.

[188] Lors de son témoignage, M. Rancourt indique pouvoir offrir une expertise certaine et pertinente au présent dossier en épidémiologie au sens large, sur l'efficacité et les dangers associés au vaccin contre la COVID-19, c'est-à-dire la toxicité et l'efficacité par la méthode d'analyse des effets secondaires dus aux vaccins et de mortalité toutes causes confondues en fonction du temps et du déploiement des vaccins. Il affirme que

¹²⁰ Pièce P-19, p. 1.

son expertise lui permet aussi de comprendre les articles scientifiques sur les autopsies et l'histopathologie permettant de conclure en une relation causale entre l'injection et la mort.

[189] Il dit qu'il simplifierait son expertise comme étant l'épidémiologie, la toxicité et l'efficacité des vaccins contre la COVID-19.

[190] Il affirme posséder également de l'expérience dans cinq domaines clés pour effectuer de la recherche multidisciplinaire et qu'il peut appliquer ces méthodes à d'autres disciplines.

[191] En l'espèce, la preuve d'expertise de M. Rancourt est en lien avec la vaccination dont il est question dans le contenu de la publication. Elle possède une certaine pertinence avec le contenu du commentaire de la publication demandant de cesser de se faire vacciner.

2. La preuve d'expertise de M. Rancourt est-elle nécessaire?

[192] Pour les fins de son examen du critère de nécessité, le Conseil doit déterminer la nature et la portée de l'opinion proposée de M. Rancourt.

[193] Outre le témoignage que M. Rancourt au sujet de la preuve d'expertise qu'il peut offrir, précédemment relaté dans le cadre de l'examen du critère de la pertinence, celui-ci a témoigné que dans la mesure où ses études scientifiques peuvent montrer que beaucoup ou la majorité de la mortalité est essentiellement causée par les mesures, les interventions médicales et de santé et qu'il y a une forte corrélation, cela vient se rattacher au sens de la phrase contenue au chef 1 b) de la plainte.

[194] Il conçoit que son rôle comme expert est de dire si, objectivement et scientifiquement, il y a de vrais dangers associés à l'injection et dans quelle mesure (ex. quel est le risque de mortalité, ce qui peut être quantifié). Il ajoute que comme expert, il peut amener ces chiffres ainsi que démontrer comment on les obtient et s'ils sont fiables ou pas.

[195] Si son témoignage est autorisé, il a l'intention de parler du risque associé aux vaccins contre la COVID-19 et de la nature institutionnelle de la pandémie ainsi que de la nature des interventions à l'échelle des populations. Il affirme pouvoir dire dans quelle mesure les vaccins sont dangereux, auraient une efficacité et la quantifier.

[196] Il comprend son rôle comme étant d'éclairer le Conseil sur des questions scientifiques liées à la communication de l'intimée.

[197] Il croit qu'un manque de modération doit être examiné à la lumière du contexte. Si le contexte est qu'il y a beaucoup de pressions coercitives pour vacciner les gens et qu'il y a de véritables dangers en termes d'effets secondaires, allant jusqu'à la mort, liés à cette injection, il faut, selon lui, apprécier l'utilisation d'un langage potentiellement plus fort et davantage émotif dans le véritable contexte médical. Il dit être là pour « amener ce contexte ».

[198] Quant à la mention contenue à la plainte concernant des propos sur des sujets ne relevant pas de la compétence des travailleurs sociaux, M. Rancourt explique ne pas croire qu'il s'agisse d'un cas où le professionnel prétend avoir une expertise ou une connaissance dans un domaine relevant d'une autre profession. Il exprime donc voir mal en quoi cette composante peut vraiment s'appliquer, puisque le professionnel donne une opinion, en parlant au public, basée sur son observation alors qu'au surplus, le

professionnel est un travailleur social, donc quelqu'un qui se préoccupe des populations, de leur santé, etc. Il dit que la liberté professionnelle permet d'émettre des opinions au public quand on est concerné par quelque chose, surtout « si notre travail... ». Il précise ne pas savoir en quoi consiste cette profession de travailleur social, mais qu'il lui semble qu'elle a affaire avec le public et les interactions sociales. Il ajoute que cela lui paraît coller avec la nature de la communication.

[199] Le Conseil considère qu'il y a également lieu d'examiner le type d'infraction reprochée à l'intimée.

[200] Comme nous l'enseigne la Cour d'appel dans la décision *Tremblay c. Dionne*, la disposition de rattachement à laquelle renvoie la plainte définit l'infraction disciplinaire puisque « les éléments essentiels d'un chef de plainte disciplinaire ne sont pas constitués par son libellé, mais par les dispositions [que l'on] reproche d'avoir violées »¹²¹.

[201] En l'espèce, le plaignant reproche à l'intimée d'avoir enfreint l'article 59.2 *C. prof.* ainsi libellé :

59.2. Nul professionnel ne peut poser un acte dérogatoire à l'honneur ou à la dignité de sa profession ou à la discipline des membres de l'ordre, ni exercer une profession, un métier, une industrie, un commerce, une charge ou une fonction qui est incompatible avec l'honneur, la dignité ou l'exercice de sa profession.

[202] Les infractions à l'article 59.2 *C. prof.* ont une portée générale.

[203] Une preuve d'expertise n'est pas nécessairement requise lorsqu'une infraction à cet article est reprochée à un intimé. L'opportunité de recourir à une preuve d'expertise

¹²¹ *Tremblay c. Dionne*, 2006 QCCA 1441, paragr. 84, désistement d'appel d'une décision sur sanction, 2006 QCTP 120.

doit se déterminer au cas par cas¹²².

[204] Le Conseil constate que l'infraction à l'article 59.2 *C. prof* ne réfère pas à une norme scientifique, une pratique ou un principe généralement reconnu dans la profession ni aux règles de l'art. Il réfère plutôt à l'obligation notamment de ne pas poser un acte dérogatoire à l'honneur ou à la dignité de sa profession ou à la discipline des membres de l'Ordre.

[205] Il y a également lieu d'examiner le libellé de la plainte afin de déterminer la nécessité de la preuve d'expertise¹²³.

[206] Le Conseil en vient à la conclusion que le libellé du chef 1 b) de la plainte modifiée ne réfère pas à une norme scientifique, une pratique ou un principe généralement reconnu dans la profession ni aux règles de l'art, mais plutôt à un devoir de modération et de ne pas tenir de propos sur des sujets ne relevant pas de la compétence des travailleurs sociaux.

[207] Les éléments essentiels de ce chef d'infraction ou, plus particulièrement, la tenue de propos à l'effet de cesser de se faire vacciner et se renseigner sur la prochaine pandémie organisée contrairement à l'article 59.2 *C. prof.*, ne soulèvent pas, dans les circonstances, de « question de nature scientifique, technique ou d'une complexité telle qu'elle nécessiterait l'éclairage d'une personne plus avertie »¹²⁴.

[208] Le Conseil estime que la preuve d'expertise de M. Rancourt n'est pas nécessaire afin de lui permettre « d'apprécier les questions en litige étant donné leur nature

¹²² D. E. Roberge, *supra*, note 7, p. 546.

¹²³ *Ibid.*, *Médecins (Ordre professionnel des) c. Léonard*, *supra*, note 68, paragr. 58; *Jodoin c. Psychologues (Ordre professionnel des)*, *supra*, note 71, paragr. 45.

¹²⁴ *Jondeau c. Acupuncteurs (Ordre professionnel des)*, *supra*, note 67.

technique »¹²⁵.

[209] Il ne considère pas que cette preuve d'expertise soit nécessaire pour lui donner des renseignements techniques ou scientifiques qui, selon toute vraisemblance, dépasseraient son expérience et sa connaissance.

[210] La question visant à déterminer si la publication de l'intimée visée par le chef 1 b) de la plainte modifiée manque de modération et/ou contient des propos sur des sujets qui ne relèvent pas de la compétence des travailleurs sociaux, appartient à la compétence spécialisée du Conseil en matière disciplinaire.

[211] L'expertise du Conseil lui permet, dans une telle situation, de déterminer si l'intimée a enfreint ou non l'article 59.2 *C. prof.*

[212] Le Conseil en vient à cette conclusion en prenant en compte que les connaissances et l'expérience des deux membres du Conseil, qui sont membres de l'Ordre, ne peuvent venir compenser une lacune dans la preuve ou suppléer à l'absence de preuve¹²⁶.

[213] Le Conseil estime pouvoir tirer ses propres conclusions sur la base des faits qui seront mis en preuve sans l'assistance de la preuve d'expertise de M. Rancourt.

[214] Le Conseil conclut que la preuve d'expertise de M. Rancourt n'est pas nécessaire et que ce critère d'admissibilité n'est pas satisfait.

[215] En l'instance, l'inadmissibilité de la preuve d'expertise de M. Rancourt dans les domaines de l'épidémiologie ainsi que de la toxicologie et de l'efficacité des vaccins

¹²⁵ *R. c. Mohan, supra*, note 12, p. 23.

¹²⁶ *Dupéré-Vanier c. Camirand-Duff, supra*, note 23, paragr. 19; *Malo c. Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, supra*, note 7, paragr. 18 et 22.

contre la COVID-19 est manifeste ou évidente.

[216] Par ailleurs, il est bien connu que l'expert ne doit pas « empiéter sur les conclusions légales » soumises à la détermination du Conseil¹²⁷. Or, lors de son témoignage au sujet de l'admissibilité de son expertise, M. Rancourt a abordé des questions de nature légale qu'il incombe au Conseil de trancher concernant l'interprétation du concept de modération et du reproche d'avoir tenu des propos sur des sujets ne relevant pas de la compétence des travailleurs sociaux. Sans être suffisant pour exclure, pour ce motif, l'ensemble de la preuve d'expertise, l'opinion de M. Rancourt sur ces questions ainsi que sur la nature institutionnelle de la pandémie qui, selon le Conseil, dépasse son champ d'expertise, n'est pas nécessaire.

3. Y a-t-il absence de règle d'exclusion applicable à la preuve d'expertise de M. Rancourt?

[217] Le Conseil constate qu'il n'y a aucune autre règle d'exclusion applicable à la preuve d'expertise de M. Rancourt, ce qui n'est d'ailleurs pas soulevé par le plaignant.

4. La preuve d'expertise de M. Rancourt est-elle assez avantageuse pour l'audition afin de justifier son admission malgré le préjudice potentiel pour l'audition pouvant découler de son admission?

[218] Suivant les enseignements de la Cour suprême, si les quatre critères préalables établis dans *Mohan* pour les fins du premier volet de l'analyse ne sont pas satisfaits, l'expertise ne doit pas être admise¹²⁸, sans avoir à examiner le deuxième volet.

¹²⁷ *Aubry c. Landry, supra*, note 57, paragr. 68.

¹²⁸ *R. c. Bingley, supra*, note 27, paragr. 15.

[219] En l'instance, le Conseil a conclu que la preuve d'expertise de M. Rancourt ne satisfait pas au critère de nécessité. Si tant est que les exigences minimales en matière de nécessité étaient respectées, il apparaît au Conseil disproportionné que M. Rancourt témoigne sur le mérite.

[220] Le principe de la proportionnalité codifié à l'article 18 *C.p.c.* est applicable en droit disciplinaire.

[221] Or, dans les circonstances, l'expertise de M. Rancourt en épidémiologie au sens large, sur l'efficacité et les dangers associés aux vaccins contre la COVID-19, c'est-à-dire la toxicité et l'efficacité par la méthode d'analyse des effets secondaires dus aux vaccins et de mortalité toutes causes confondues en fonction du temps et du déploiement des vaccins, n'est pas proportionnelle à la nature et à la complexité de l'affaire dont le Conseil est saisi ainsi qu'à sa finalité.

[222] Permettre la preuve d'expertise aurait un impact sur la durée de l'audience et serait de nature à complexifier une affaire assez simple.

[223] De plus, le témoignage de M. Rancourt dépassera le débat sur la culpabilité de l'intimé, alors qu'il s'agit de la seule question en litige dont le Conseil est saisi.

[224] Le Conseil estime être en mesure de tirer ses propres conclusions sur la base des faits qui seront mis en preuve.

[225] Permettre l'administration de cette preuve d'expertise serait disproportionné et contraire à l'intérêt de la justice. Il ne s'agit pas d'une situation nécessitant une telle preuve.

[226] Après avoir soupesé les risques et les bénéfices éventuels que présente l'admission du témoignage de M. Rancourt, les premiers l'emportent sur les seconds. Les risques liés à ce témoignage l'emportent sur son utilité possible. Ce témoignage n'est pas assez avantageux pour l'audition pour justifier son admission malgré le préjudice potentiel pour l'audition pouvant découler de son admission.

[227] Au surplus, à certaines occasions durant son témoignage sur l'admissibilité de la preuve d'expertise, M. Rancourt épouse la théorie de la cause de l'intimée (ex. la liberté d'émettre des opinions au public quand on est concerné par quelque chose et son opinion d'apprécier l'utilisation d'un langage potentiellement plus fort et davantage émotif dans le véritable contexte médical). Or, le rôle de l'expert n'est pas d'épouser la théorie de la cause de la partie le citant à comparaître, mais d'éclairer objectivement le Conseil¹²⁹.

[228] En faisant référence à *White Burgess*, l'auteur David E. Roberge mentionne que la Cour suprême :

[...] précise que, s'il existe des réserves moins fondamentales quant à l'indépendance ou l'impartialité de l'expert, cela doit jouer lors du deuxième volet de l'analyse, c'est-à-dire lorsque le juge assume son rôle de gardien vis-à-vis la valeur probante du témoignage de l'expert »¹³⁰.

[229] Il est possible que l'admission de la preuve d'expertise de M. Rancourt risque de fausser le processus de recherche des faits. Bien qu'insuffisant pour considérer que M. Rancourt ne possède pas la qualification suffisante, il s'agit d'un élément qui peut être pris en compte dans le cadre du second volet de l'analyse, mais il n'est pas déterminant dans les circonstances.

¹²⁹ *Psychologues (Ordre professionnel des) c. Thibodeau*, *supra*, note 59, paragr. 93.

¹³⁰ D. E. Roberge, *supra*, note 7, p. 517; *White Burgess Langille Inman c. Abbott and Haliburton*, *supra*, note 10, paragr. 2.

EN CONSÉQUENCE, LE CONSEIL, UNANIMEMENT, CE JOUR :

[230] **DÉCLARE** que la preuve d'expertise de M. Denis Rancourt est inadmissible.

[231] **REFUSE** que M. Denis Rancourt témoigne à titre d'expert.

[232] **DÉBOURSÉS** à suivre.

M^e HÉLÈNE DESGRANGES
Présidente

M^{me} BRIGITTE CÔTÉ, t.s.
Membre

M^{me} CARMELA DE LISI, t.s.
Membre

M^{es} François Daoust et Mylène Geoffroy
Avocats du plaignant

M^e Myriam Bohémier
Avocate de l'intimée

Date d'audience : 31 mai 2024.

Début du délibéré : 31 mai 2024.

Suspension du délibéré : 1^{er} juin au 23 septembre 2024 (à l'exception de 3 jours),
les 25, 27 au 30 septembre 2024, les 2, 4 au 7, du 11 au
14, du 18 au 21 et du 26 au 28 octobre 2024.

Reprise du délibéré : 29 octobre 2024